

Votations

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **39 (2002)**

Heft 1530

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Electrochoc

Quand *Economiesuisse*, sur un sujet soumis à votation met le paquet (celui des millions payant la propagande), elle ne perd pas. Elle a pourtant perdu. La corrélation a été démentie. Pour elle, mais aussi pour le Conseil fédéral, pour une très large majorité du Parlement et pour un nombre impressionnant d'associations. Le succès de la gauche syndicaliste et socialiste est d'autant plus relevé, même s'il a aussi été obtenu avec l'appui de défenseurs d'intérêts locaux, de notables attachés aux situations acquises et de cantons connus pour leur traditionalisme.

Le contexte de cette votation lui a donné sa portée idéologique; affaires du second pilier, indemnités de départ des managers congédiés, Swissair bien sûr; les opposants ne manquaient pas de bois pour faire des flèches. Et sur le fond du sujet, les consommateurs ordinaires ne voyaient pas ce qu'ils auraient à y gagner, les économies attendues de la concurrence allant aux gros et moyens consommateurs.

Que faire de cette victoire? Le résultat donne aux vainqueurs à la fois une légitimité et aussi une responsabilité. Car le statu quo n'est pas satisfaisant, ni d'un point de vue économique, ni selon les critères d'un vrai service public.

Rappels

L'électricité est une marchandise, et elle a un prix. La «marchandisation» a déjà eu lieu, et depuis longtemps. On a dit que l'électricité ne se stockait pas, mais les barrages hydrauliques sont une forme de stockage qui permet à la Suisse de vendre de l'énergie de pointe sur le marché européen, dont elle ne peut pas s'isoler. Or l'Union européenne ouvre son marché aux grandes et moyennes entreprises; il sera difficile à la Suisse de rester à l'écart pour des raisons commerciales. Le dossier, qu'on le veuille ou non, n'a pas été clos par la votation du 22 septembre.

Les acquis du débat

Dans l'idée qu'il faudra bien remettre l'ouvrage sur le métier, voilà les points re-

pérables d'un accord minimal.

Unifier l'ensemble du transport à haute tension en une seule société d'intérêt public. Accepter, comme l'admettait Daniel Brélaz, l'ouverture du marché pour les gros consommateurs. Imposer la transparence du coût facturé: prix de production, prix du transport, provenance. Permettre aux consommateurs de choisir des énergies vertes. Ces mesures peuvent-elles être mises en place par accord entre les entreprises ou une deuxième mouture de la loi est-elle nécessaire et possible?

Plus de mille sociétés pour gérer le marché de l'électricité fait penser à la Suisse d'avant 1848, même si la proximité a ses vertus. Les syndicats ont à se préoccuper aussi de la compétitivité des entreprises suisses qui opèrent sur un marché intérieur aux prix élevés: elles sont pourvoyeuses d'emplois.

La gauche qui a mené, avec succès, la bataille de la LME doit donner sur ce sujet un sens à sa victoire. Avec quelles propositions? Est-elle «statu quoïste» ou réformiste? *ag*

Suite de l'article en page 2

nominal de 335 millions de francs, l'État a dû essuyer une perte à hauteur de 213 millions, pour des réalisations opérées entre juin 2000 et décembre 2001. La provision ad hoc inscrite au bilan de l'État a pu être réduite d'autant. Ces mauvais risques éliminés, la proportion des pertes devrait diminuer par la suite. La Fondation a pour objectif de liquider tous les actifs sur une période de dix ans, au rythme allégre de 500 millions par an.

Par ailleurs, elle a mis en location les immeubles qui ne l'étaient pas encore, de manière à s'autofinancer dans toute la mesure du possible. Aussi les intérêts dus pour l'emprunt initial de 5 milliards de francs

représentent-ils la majeure partie des charges de la Fondation, qui se sont élevées à 342 millions (exception faite des pertes sur les réalisations) pour ses dix-huit premiers mois d'existence. Du côté des produits, la Fondation a encaissé pendant la même période pour 225 millions d'intérêts et de loyers. Le déficit (117 millions) a été couvert par l'État de Genève.

Mutatis mutandis

Sous l'effet conjugué des provisions constituées à fin 2001 (1700 millions) et de sa récente recapitalisation, la BCV n'est assurément pas (ou plus) dans la même situation catastrophique que la BCGE il y a deux ans et demi. L'ordre de gran-

deur de l'éventuel transfert d'un dossier de créances hypothécaires douteuses et d'immeubles à une fondation de valorisation serait donc bien inférieur aux cinq milliards genevois. Mais l'opération permettrait probablement d'éviter une nouvelle recapitalisation à la charge de l'État et constituerait donc une solution plus avantageuse pour la trésorerie cantonale. Le coût à long terme serait sans doute aussi moins élevé. Le cas échéant, l'on pourrait envisager une collaboration opérationnelle avec Genève.

Socialisation des pertes

Comme la BCV est partiellement en mains privées, toute

mesure publique d'assainissement correspond à une socialisation des pertes. Mais le fait que l'État de Vaud détienne désormais 68% du capital de la BCV relativise cet argument: si la mise hors bilan d'actifs douteux est assurément une bonne affaire pour les actionnaires privés, cela ne représente pour eux qu'une maigre compensation par rapport à la dilution de capital qu'ils viennent de subir. Et l'on pourrait prévoir qu'une certaine part des futurs bénéfices de la BCV serve à rembourser une partie des frais engagés par l'État pour le fonctionnement de la fondation, comme à Genève. *rn*
(collaboration *yj*)